

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INEOS DERIVATIVES LAVERA LPG (IDL - LPG)

6 Avenue de la Bienfaisance
13500 Martigues

Références : GD-D-2025-0414
SPR/2025/713
Code AIOT : 0006410379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement INEOS DERIVATIVES LAVERA LPG (IDL - LPG) implanté 6, Avenue de la Bienfaisance 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incident ayant eu lieu le 10 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS DERIVATIVES LAVERA LPG (IDL - LPG)
- 6, Avenue de la Bienfaisance 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006410379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site d'INEOS DERIVATIVES LAVERA (IDL) comporte des installations de fabrication de dérivés de la pétrochimie (Oxyde Ethylène, Amines, Acétates, Ethers, Alcools Ethoxylés). Le site valorise

l'éthylène fourni par l'établissement voisin Naphtachimie afin de fabriquer ces dérivés.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
3	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article 8	Sans objet
4	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article Annexe I – Point 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré l'existence de procédures robustes, l'incident du 10 mars 2025 n'a pas été évité mais ses conséquences ont néanmoins été maîtrisées.

L'Exploitant a tenu à souligner que l'incident a concerné une bride, sur les 6000 qui sont testées lors du dernier arrêt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Obligation de déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Suite à un incident découvert le 10 mars 2025 vers 23h45, l'Exploitant a transmis à l'Inspection une fiche G/P (message d'information sur accident / incident) à 01h47, ce qui correspond à la procédure attendue de déclaration des incidents et accidents. Le délai entre la découverte de l'incident et l'émission de la fiche G/P correspond au temps qu'il a fallu pour confirmer la fuite, prévenir les pompiers et activer le PCEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident et analyse des cause profondes
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Un premier rapport d'incident a été transmis à l'Inspection le 31 mars 2025 et un complément a été transmis le 4 avril 2025 suite à la visite. Durant la visite, l'Exploitant a rappelé le contexte de l'incident. Celui-ci a eu lieu à la sortie du dernier grand arrêt (13 janvier au 10 mars 2025), au niveau de l'unité OXO, dans la section réactionnelle, sur la bride avale de l'échangeur E1629 situé sous le réacteur 2. Avant la remise en service de l'équipement concerné (i.e. l'échangeur E1629), un test d'étanchéité est effectué, conformément aux procédures en place chez l'Exploitant. Ce test est effectué sous une pression de 4 bars avec utilisation de « 1000 bulles ». Aucune fuite n'est détectée lors de ce test et l'équipement est remis en service. Lors du démarrage du procédé, à une température d'environ 40°C, aucun problème n'est détecté. Néanmoins, lorsque la température de fonctionnement normale du procédé est atteinte (entre 80°C et 85°C), les explosimètres et les détecteurs de CO retentissent et le chef de quart active l'arrêt d'urgence (environ 30 mn après la 1ère détection). Toutes les pompes sont arrêtées et les vannes sectionnées en quelques secondes. Le fluide encore présent entre les deux vannes de la section concernée continue de fuir tant que la pression et température restent suffisamment élevées et que le niveau du liquide est supérieur au point de fuite. Un rideau d'eau est également mis en place pour abattre le nuage gazeux. Une partie de fluide s'est évaporée, et la partie liquide a été récupérée dans la rétention dédiée, puis traitée. Le produit mis en cause est le mélange réactionnel composé d'une solution catalytique dite « Solution Rhodium » qui contient un mélange de : <ul style="list-style-type: none">• Normalbutyraldéhyde (NAL), Isobutyraldéhyde (IAL) et de catalyseur dissous (Rhodium solide et triphénylphosphate en poudre dite TPP) ,• Propylène dissous• Monoxyde de carbone (CO) dissous• Hydrogène dissous Ces produits sont tous des gaz extrêmement inflammables (sauf la solution de Rhodium, liquide très inflammable). Le CO et la solution de rhodium sont respectivement toxiques par inhalation et nocif en cas d'ingestion.

La quantité de fluide ayant fui a été calculée par bilan matière. Ce bilan fait état de 5,07 tonnes de COV émis dans l'atmosphère (dont 0,19 tonnes à la torche lors de la dépressurisation de l'équipement), pour 6,4 tonnes d'hydrocarbures au total de produit ayant fui (dont environ 5t NAL, 0,5t IAL, 0,8t propylène, 38 kg CO, 6k H2).

L'incident n'a pas eu d'impact sur les eaux souterraines, les sols, sous-sols.

Aucune pollution n'a été constatée dans l'anse d'Auguette.

Le produit perdu est resté confiné sur l'atelier OXO, essentiellement dans les rétentions de la Zone 2.

Le personnel sur place (4 personnes) a été incommodé par l'odeur, mais le pic de COV relevé a été de 6 ppm, un niveau non-dangereux.

Concernant la cause précise de l'accident, l'Exploitant l'a identifié comme étant une vis vérin (vis d'extraction, servant à décoller le joint lors des ouvertures,) n'a pas été suffisamment rétractée. En conséquence l'extrémité de la vis s'est retrouvée en butée contre l'autre bride, empêchant un serrage parfait du joint de la bride, ce qui a provoqué la fuite lors de la montée en pression et température.

Le contrôle des vis de serrage fait partie des procédures mises en place par l'Exploitant avant remise en service d'un équipement (procédure PS 938 : assemblages boulonnés) :

- Le serrage de la bride est réalisé avec l'aide d'une fiche de serrage définissant les conditions d'intervention ;
- Le contrôle de la qualité du serrage est réalisé par l'entreprise sous-traitante, avec signature du chef d'équipe et du responsable qualité (dans le cas présent, les documents associés sont correctement renseignés) ;
- Le contrôle final du serrage est contrôlé par le superviseur mandaté par Ineos (ici encore les documents associés sont correctement renseignés) ;
- Les tests d'étanchéité à l'azote sont réalisés par Ineos (ceux-ci n'ont pas montré de présence de fuite comme indiqué précédemment ; les documents associés sont également correctement renseignés).

L'Exploitant a tenu à préciser que lors de cet arrêt, 6 000 joints ont été contrôlés et correctement remis en service. Il a néanmoins engagé une réflexion sur un processus de contrôle des vis d'extraction avant fermeture des brides (mise en place d'un garde-fou).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du SGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement . Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

L'Exploitant a mis en place un SGS.

Celui-ci est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté du 24 mai 2014. Celui-ci fait référence entre autres à des procédures générales (PG) et des procédures de sécurité (PS).

Le chapitre 5 du SGS de l'Exploitant est consacré à la gestion des situations d'urgence. La PS-1514 décrit l'organisation mise en place pour la raffinerie pour la lutte contre les sinistres. Son POI est rédigé selon une trame définie dans la PS-1515.

L'Exploitant a rappelé lors de la visite le déroulement des opérations selon ces procédures lors d'un accident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article Annexe I – Point 6

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et performances

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

L'Exploitant met en œuvre des procédures pour détecter les accidents et les accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances de mesures de prévention, pour organiser les enquêtes et les analyses nécessaires, pour remédier aux défaillances détectées et pour assurer le suivi des actions correctives. Des bilans réguliers sont établis.

IDL dispose ainsi d'une base de données informatique de gestion de la sécurité dans laquelle sont notamment enregistrés, sous forme de compte rendu d'évènement (CRE), l'ensemble des événements liés à la sécurité : presque incidents, incidents, accident, audits...

Cet outil permet également l'enregistrement des actions correctives et d'en assurer le suivi.

La Direction HSE IDL assure un suivi de la bonne utilisation de cette base de données et réalise des analyses statistiques de l'ensemble des incidents qui y sont enregistrés soit globalement, soit par société.

La DHSE est également responsable du retour d'expérience des événements remarquables qui y sont enregistrés et ayant fait l'objet d'actions de progrès d'intérêt général vers les sociétés de la plateforme et vers le groupe INEOS.

Type de suites proposées : Sans suite